

<http://www.pressegauche.org/La-grande-marche-pour-le-droit-au-logement-traverse-Montreal-FRAPRU>



La grande marche pour le droit au logement traverse Montréal (FRAPRU)

- Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 13 septembre 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 13 sept. 2018 - Alors que la grande marche De villes en villages pour le droit au logement a franchit son 200e kilomètre sur l'île de Montréal 500 personnes s'y sont jointes ce matin. Au jour du premier débat des chefs télévisé, le FRAPRU s'impatiente devant le mutisme de la Coalition Avenir Québec face aux problèmes de logement qui sévissent sur tout le territoire québécois et à la faiblesse des propositions libérale et péquiste pour y mettre un terme.

Le regroupement se désole que, malgré tous ses efforts et l'ampleur des appuis qu'il a recueillis, les principaux partis politiques aspirant à gouverner le Québec continuent d'ignorer ce qu'il qualifie de crise permanente du logement. « Près d'un ménage locataire du Québec sur cinq a des besoins impérieux de logement parce que son loyer est trop cher, parce que son logement est trop petit, non adapté à ses besoins ou encore insalubre ; ce n'est pas marginal ! », s'exclame Véronique Laflamme, porte-parole du regroupement, précisant qu'à Montréal seulement, on en compte 100 000 dans cette situation.

Soulignant la détermination des marcheurs et marcheuses à obtenir gain de cause en faveur d'un plus grand respect du droit au logement, la porte-parole du FRAPRU reconnaît que la marche de 550 km réclame des engagements ambitieux. Selon elle, les conditions sont réunies pour résoudre les problèmes les plus urgents : « Les planètes sont alignées : le fédéral annonce des investissements dans le logement comme on n'en a pas vu depuis plus d'une décennie, Québec engrange des surplus budgétaires importants et pourraient aller chercher plusieurs milliards \$ supplémentaire en revoyant la fiscalité ». « Il ne manque que la volonté politique », conclue Véronique Laflamme.

De villes en villages revendique 50 000 nouveaux logements sociaux en 5 ans et l'amélioration du programme AccèsLogis. Le FRAPRU demande aussi au prochain gouvernement québécois de reconnaître formellement le droit au logement et, à l'instar du Regroupement des comités logement et association de locataires du Québec, d'adopter un code provincial du logement et un contrôle obligatoire des loyers. Avec le Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, le Réseau solidarité itinérance du Québec et sept organisations soutenant le logement social et communautaire au Québec, le FRAPRU demande également des investissements supplémentaires de 30 millions \$, dont 7 pour Montréal, dans le soutien communautaire, nécessaires pour accompagner les locataires de logements sociaux les plus vulnérables, comme ceux et celles ayant vécu l'itinérance.

Le passage de la marche à Montréal est l'occasion de traiter d'enjeux qui touchent plus particulièrement les quartiers montréalais. En parcourant Parc-Extension, Côte-des-Neiges, l'ouest de l'arrondissement Ville-Marie, la Petite-Bourgogne et le quartier Saint-Henri, les comités logements veulent mettre en lumière les problèmes d'insalubrité, les conséquences de la gentrification sur les locataires et leur droit de vivre en ville et la rareté des logements familiaux abordables, l'insuffisance des mesures pour lutter contre l'itinérance et la discrimination vécue notamment par les locataires migrants. Le FRAPRU veut ainsi illustrer l'ampleur des besoins de logements sociaux sous différentes formes dans la métropole.

Selon le regroupement, le logement social sous ses différentes formes (coopérative, OSBL ou HLM) est la seule solution durable aux problèmes des locataires à faibles et modestes revenus, car il assure des loyers respectant leur capacité de payer et une sécurité d'occupation. En ce sens, le FRAPRU estime que les engagements pris jusqu'ici par le Parti Libéral et le Parti québécois sont nettement insuffisants et il s'inquiète de la réponse reçue hier de la Coalition Avenir Québec. Le parti de François Legault se limite à dire qu'il réalisera les logements sociaux déjà annoncés que les libéraux n'ont pas réussi à livrer, malgré leurs promesses, faute d'un financement suffisant et ne s'engage pas à en financer de nouveaux durant son mandat. Le regroupement se réjouit en revanche des 50 000 logements sociaux en 4 ans promis par Québec solidaire et trouve très réaliste le cadre financier du parti à cet égard.

La grande marche pour le droit au logement traverse Montréal (FRAPRU)

Au départ de Parc Extension ce matin, le premier ministre Trudeau, qui représente la circonscription, sera également visé, tant ses réponses sont floues quant à la protection et au maintien de l'accessibilité à long terme des logements sociaux déjà construits. Comme plusieurs dizaines d'organisations à travers le pays, le FRAPRU lui demande de reconnaître formellement le droit au logement dans la loi de mise en oeuvre de sa Stratégie sur le logement attendue cette automne, Plusieurs organisations internationales, de différents continents, ont d'ailleurs fait connaître au premier ministre canadien leur appui aux revendications portées par les marcheurs et marcheuses du FRAPRU.

Au total, plus de 200 personnes de différentes régions, dont une centaine de Montréal, prennent part à la marche commencée le 2 septembre à Ottawa et qui se terminera à Québec le 29. Plusieurs autres dizaines de personnes solidaires du mouvement sont attendues aujourd'hui.

Demain, les marcheurs et marcheuses prendront la direction de la Montérégie. Ils et elles arriveront à Québec le 29 septembre où se tiendra une grande manifestation de clôture. Le calendrier complet de la marche est disponible au [lien suivant](#).